



CLIMAT
JUSTICE
SOCIALE
MÊME
COMBAT

TROUSSE
DE MOBILISATION



Mise en contexte

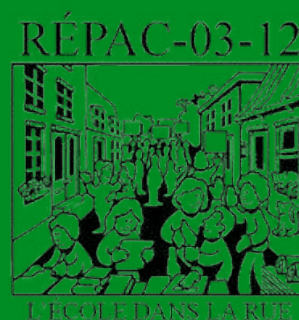
Ce document vise à aider les organisations qui souhaitent se joindre au mouvement de grève pour la justice sociale et climatique pour 2022-2023.

L'initiative de ce mouvement est le résultat d'une concertation entre des organisations issues des milieux écologistes, communautaires, syndicaux et étudiants. Dans tous les milieux des militant-e-s, on s'active afin de relancer le mouvement après deux années de pandémie qui ont rendu la mobilisation difficile. Par contre, le réchauffement climatique n'a malheureusement pas pris de pause et il est plus urgent que jamais de se mobiliser.

N'hésitez pas à communiquer avec nous si votre organisme, votre association étudiante ou votre syndicat souhaite se joindre à notre effort de mobilisation, qui veut résolument se montrer à la hauteur de l'urgence climatique et sociale.

**N'hésitez pas à reproduire
et à diffuser cette trousse**

Info : www.repac.org ou repac@repac.org



Déclaration

La crise écologique sans précédent à laquelle nous faisons face n'est plus sujette à débat. Pas plus que les conséquences catastrophiques qui en découlent. Pourtant, les gouvernements refusent toujours de donner le coup de barre qui s'impose.

Malheureusement, nous n'avons plus le luxe d'attendre ou d'espérer que l'élite économique et politique prenne les choses en main. Tant que nous ne leur forcerons pas la main, nous continuerons à nous diriger droit dans le mur.

Ce mur, c'est le temps qu'il nous reste pour agir afin d'éviter un emballement climatique qui anéantirait tous les efforts que nous avons déployés jusqu'à maintenant. Selon le GIEC*, d'ici quelques années, les conséquences que nous subissons déjà vont augmenter en flèche : sécheresses, problèmes de santé, pénuries de ressources naturelles, pandémies, hausse du niveau des océans, catastrophes naturelles. Notre quotidien en sera grandement affecté.

C'est le moment ou jamais de transformer nos craintes en actions et de faire converger nos efforts pour bâtir un véritable mouvement de transformation sociale. C'est désormais une question de survie!

Justice climatique/justice sociale !

*Voir la note en page 5

Deux grandes revendications

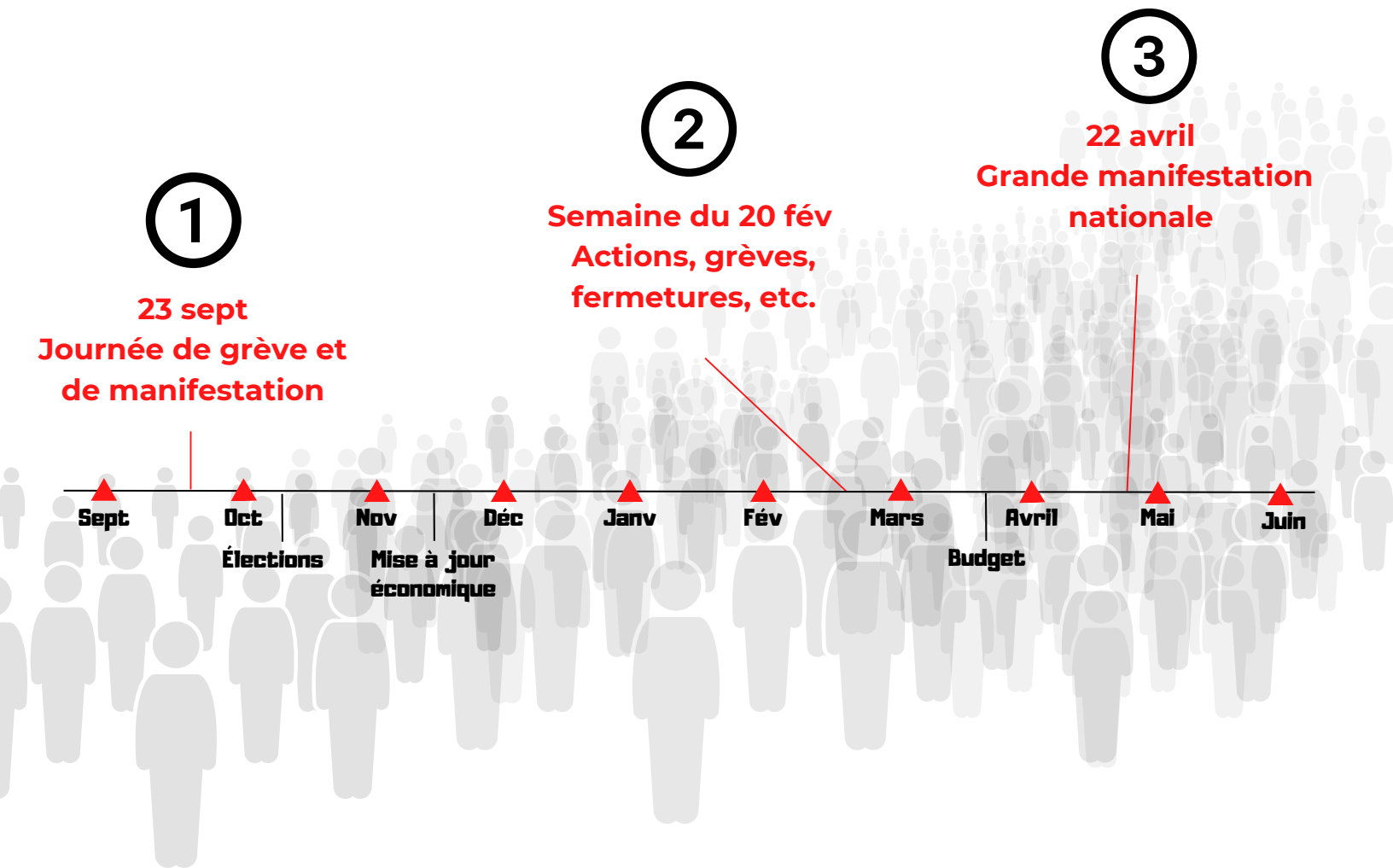
Bannir les énergies fossiles d'ici 2030, autant en termes de production, de transformation, d'exportation que d'importation;

Taxer massivement la richesse et réinvestir massivement dans les services publics et les programmes sociaux, afin d'assurer des conditions de vie décentes pour toutes et tous.



Évidemment, ces revendications ne sont pas exclusives. Chaque groupe, est libre d'y ajouter des revendications locales qui mobilisent ses membres. Il s'agit d'une base commune pour bâtir le mouvement le plus large possible.

Une campagne en 3 étapes pour favoriser la convergence de nos luttes



C'est pour faire véritablement face à l'urgence climatique, mais également parce qu'il n'y a plus d'autre choix devant nous, que nous nous sommes fixé l'objectif ambitieux de mobiliser 1 million de personnes dans les rues du Québec pour le Jour de la Terre, le 22 avril 2023. Parce qu'on doit démontrer aux gouvernements que nous n'accepterons jamais de baisser les bras!

Pourquoi devons-nous bannir les énergies fossiles d'ici 2030, autant en termes de production, de transformation, d'exportation que d'importation?



Les énergies fossiles telles que le gaz, le charbon et le pétrole sont extrêmement polluantes et contribuent de manière directe au réchauffement climatique et aux conséquences qui en découlent et qui touchent maintenant plus d'un milliard de personnes.

Qu'est-ce que le réchauffement climatique ?

Lorsqu'on parle de réchauffement climatique, on parle de l'augmentation moyenne de la température terrestre provoquée par l'activité humaine. Cette augmentation est principalement causée par les émissions de gaz à effet de serre (GES) issus de l'exploitation des énergies fossiles. Le rythme alarmant de ce réchauffement met en péril la survie de l'humanité, de la faune et de la flore.

Quelles en sont les conséquences ?

Le réchauffement global de la Terre a de nombreux impacts sur nos vies. D'abord, partout dans le monde, il y a une augmentation de la fréquence, de la durée et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes (canicules, sécheresses, feux de forêt, inondations, froids extrêmes, etc). Au moment d'écrire ces lignes, l'Inde subit une vague de chaleur sans précédent (50°C à l'ombre depuis déjà un mois). À l'autre bout de la planète, au Manitoba, il ne cesse de pleuvoir et la province vit présentement l'une des pires inondations de son histoire. Ces deux épisodes météorologiques extrêmes et diamétralement opposés entraînent pourtant les mêmes conséquences: la mort prématurée de centaines de personnes et d'animaux, ainsi que la perte des récoltes. Cela fera augmenter le prix de certains aliments et pour certains pays, cela entraînera des famines.

Ensuite, le réchauffement climatique accélère la fonte des glaciers, l'appauvrissement des terres agricoles, le vieillissement des réserves d'eau douce, l'érosion des terres, etc. Aucun pays ne sera épargné par les pénuries de ressources, les déplacements forcés de population et les conflits armés que cela entraînera.

Tout ça aura donc un incidence sur notre qualité de vie, notre santé, notre portefeuille et même sur notre capacité à vivre.

Pourquoi l'horizon de 2030 ?

Le GIEC* somme les pays de réduire immédiatement leur dépendance aux énergies fossiles d'ici 2030 pour limiter le réchauffement à +1.5°C et ainsi éviter les pires catastrophes. Le GIEC précise que d'ici 2025, les émissions de gaz à effet de serre doivent plafonner pour être complètement éliminées en 2030. Il est donc pressant d'agir !

* GIEC : Un organisme intergouvernemental ouvert à tous les pays membres de l'ONU créé en 1988. Il collecte des travaux scientifiques menés dans le monde entier et il réfléchit à des stratégies pour permettre aux sociétés d'éviter ou de s'adapter aux conséquences du changement climatique. Le premier rapport date de 1990. Déjà, le bilan de 2001 sonnait l'alarme.

***Pour en savoir plus: <https://reporterre.net/Qu-est-ce-que-le-rechauffement-climatique#2>**

Pourquoi taxer massivement la richesse et réinvestir massivement dans le filet social, afin d'assurer des conditions de vie décentes pour toutes et tous ?

Après plus de 40 ans de coupures dans les services publics et les programmes sociaux au nom du déficit zéro, les inégalités sociales ont explosé! De nombreuses personnes n'ont aucune marge de manœuvre pour vivre de façon convenable. De ce fait, à chaque crise que nous vivons, qu'elle soit sanitaire ou climatique, ces personnes sont touchées de plein fouet. Allons chercher l'argent où il y en a et investissons-la dans le filet social.

Pourquoi taxer la richesse ?

D'abord, si nous sommes dans un contexte de crise climatique, c'est à cause des entreprises** qui se sont enrichies en exploitant et en polluant la planète. C'est également par soif de profits que ces entreprises n'ont pas pris leurs responsabilités. Plutôt que d'agir immédiatement pour réduire leur émission de GES, elles ont préféré investir dans la désinformation et nier les changements climatiques. Les banques ne sont pas en reste. Elles, qui font des profits records chaque année, subventionnent généreusement le secteur des énergies fossiles.

Ensuite, les personnes qui se sont enrichies en polluant sont peu touchées par les conséquences de la crise climatique. Au contraire, les personnes appauvries et marginalisées, dont l'empreinte environnementale est pratiquement nulle, vivent plus durement les conséquences. Elles n'ont pas les moyens de s'adapter. Il n'est que justice d'aller chercher l'argent dans la poche des responsables.

Finalement, alors que les conséquences du réchauffement climatique vont s'accroître, les coûts du système de santé et d'infrastructure vont exploser. L'État et les villes auront besoin d'argent pour soutenir la population. C'est pourquoi nous voulons aller la chercher où elle se trouve; dans les coffres des multinationales et des banques, dans les poches du 1% et, bien à l'abri de l'impôt, dans les paradis fiscaux.



Qu'est-ce que le filet social ?

Le filet social c'est l'ensemble des programmes sociaux et des services publics. On pense au logement social, à l'assurance maladie, à l'éducation de bonne qualité et accessible du CPE à l'Université, l'accessibilité aux soins de santé et aux professionnel-le-s, aux prestations d'aide sociale suffisantes ou à l'ensemble des groupes d'action communautaires. En fait, ce sont toutes les mesures mises en place pour s'assurer d'une meilleure égalité des chances et de soutenir les personnes qui auraient un accident de vie (maladie, perte d'emploi, etc.).

** Plus de 70% des émissions de gaz à effet de serre sont émises par 100 entreprises



C'est quoi une grève sociale ?



Prenez note que nous utilisons le mot grève pour ce document, mais que cela comprend également les concepts de fermeture/interruption de services .

Une grève sociale se produit quand le communautaire, les étudiant-e-s, les travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé ou tout autre secteur d'activités font la grève sur des enjeux globaux et des revendications communes allant au-delà des revendications sectorielles. Par exemple : le 27 septembre 2019 lors de la grève mondiale pour le climat.

Grève syndicale

Des salarié-e-s syndiqué-e-s ou non cessent de travailler pour revendiquer de meilleures conditions de travail.

Grève du communautaire

Des groupes communautaires cessent leurs activités régulières pour revendiquer un meilleur financement.

Grève étudiante

Des étudiant-e-s annulent leur cours pour réclamer de meilleures conditions d'étude ou pour contester les frais de scolarité.



Des syndicats, des groupes communautaires, des associations étudiantes font grève solidairement pour des enjeux sociaux, économiques ou environnementaux qui dépassent les revendications propre à leur secteur respectif.

GRÈVE SOCIALE

Pourquoi une grève? Pourquoi pas des actions de mobilisation?

Depuis des dizaines d'années, le GIEC sonne l'alarme sur l'accélération du réchauffement climatique et des conséquences que cela engendrera. De nombreux groupes écologistes, citoyens et des Premières Nations se sont mobilisés pour revendiquer des actions des gouvernements en matière de protection de l'environnement. Ces dernières années, le mouvement étudiant et communautaire ont ajouté leurs voix.

Or, malgré toutes les connaissances scientifiques et les mobilisations, les gouvernements s'entêtent dans l'inertie la plus totale alors que l'urgence climatique s'accélère. Il faut à tout prix que les gouvernements mettent un frein aux émissions de GES si on souhaite atténuer les conséquences sur la population.

La grève s'inscrit dans une escalade des moyens de pression dans le but de bâtir notre rapport de force face à l'État. Elle représente un symbole fort marquant une rupture, un bris de confiance entre la population et l'État.

Elle signifie notre refus de poursuivre nos activités régulières et services dans des conditions d'urgence climatique où les conséquences sont désastreuses pour la population et en particulier pour celle que l'on rejoint dans nos groupes.

La grève c'est un moyen :

- D'envoyer un message fort aux gouvernements
- De se donner le temps de faire avancer nos luttes
- De se solidariser entre nous et avec nos allié-e-s des autres mouvements sociaux
- D'amorcer une réflexion collective sur la société que nous voulons construire
- D'obtenir des gains



Questions/réponses sur une grève dans le milieu communautaire?

La grève du communautaire n'est pas une grève des employés et employées. C'est une grève de l'organisme. Autrement dit, nous cessons nos activités régulières, avec l'accord des membres et de nos instances, pour faire pression et se mobiliser sur un enjeu qui nous touche. Loin de délaisser les membres, profitons de cette interruption dans le quotidien pour participer ensemble à des actions collectives locales ou régionales.

① Quoi faire pendant une journée de grève ?

Suspendre ses activités régulières ne veut pas dire fermer ses locaux, mais plutôt utiliser les ressources de l'organisme et le temps de travail pour se consacrer en priorité sur la lutte collective.

C'est l'occasion d'organiser ou de participer à des actions ou des manifestations afin de faire avancer nos revendications.

② Votre organisme offre des services essentiels ?

Si vous offrez des services essentiels qui ne peuvent être déplacés, vous pouvez participer autrement au mouvement de grève. Par exemple, en organisant des actions de soutien, en offrant des services alternatifs ou en révisant la durée de la grève.

Chaque formation, chaque action, chaque manifestation, chaque journée de grève est une étape de plus dans la construction d'un mouvement de grève assez fort et solidaire pour la justice sociale et climatique.

③ Est-ce que les salarié-e-s des groupes seront payé-e-s pendant la grève ?

Oui, si c'est une décision prise en accord avec des membres ou des instances décisionnelles du groupe, et que les employés et employées participent ou organisent des actions pendant la grève. C'est une grève d'activités et de services et non une grève du travail.

④ Est-ce que mon organisme va perdre sa subvention s'il fait la grève ?

Les grèves du communautaire des dernières années n'ont jamais mené à l'arrêt de subvention. Pendant une grève ou l'interruption d'activités et de services, l'organisme assume sa mission de transformation sociale, une caractéristique fondamentale de l'action communautaire autonome. La grève et l'action collective sont des moyens de pression employés pour interpeller les élus.e.s quant à l'importance de défendre et renforcer le filet social, de garantir le respect des droits humains et d'améliorer les conditions de vie de la population.



Une consultation sur la grève, comment ça marche ?

Peu importe d'où vient l'appel, c'est à votre organisme de déterminer le moment du déclenchement, la durée ou la portée de la grève. La première étape consiste à déterminer à quelle instance (AG ou CA) revient la responsabilité de cette décision. La décision peut être prise par l'adoption d'une proposition lors d'une rencontre officielle de cette instance (ou dans certain cas par la tenue d'un vote secret sur la question).

La question de base que vous devez débattre est : voulons-nous, oui ou non, participer à un mouvement de grève pour la justice sociale et climatique ? Si la réponse est oui, quelles sont nos conditions de participation ?

- **La date et la durée de la grève**

Il y a plusieurs types de mandat de grève; ça peut être une ou plusieurs journées fixes ou une grève flottante, c'est-à-dire qu'on adopte un certain nombre de jours de grève qui pourront être utilisés de manière stratégique afin de se coordonner au reste du mouvement ou pour favoriser un effet de surprise. Dans le cas d'une grève générale illimitée [plus répandu dans le milieu étudiant] on pourra également prédéterminer un processus de renouvellement du mandat de grève.

- **Le seuil plancher pour le déclenchement de la grève**

Dans la plupart des cas, une grève rassemble de nombreux groupes. Afin de maximiser l'impact de ce type de moyen de pression on voudra s'assurer d'un nombre minimal de groupes avant de déclencher la grève. C'est ce qu'on appelle le *seuil plancher*.

Il est commun de déterminer au moment de la prise de décision du nombre minimal de groupes ou de personnes à atteindre avant le déclenchement de la grève. C'est évidemment à vous de décider si vous souhaitez inclure cette disposition à la proposition que vous soumettrez aux membres de vos instances

- **Portée de la grève**

Selon la situation de votre groupe, il se peut qu'il soit nécessaire de définir collectivement de la portée de la grève. C'est-à-dire de définir quelles activités ou services seront effectivement arrêtés pendant les jours de grève. Par exemple, si certains services offerts sont «essentiels» il est fréquent de les maintenir malgré la grève, comme c'est le cas par exemple dans les hôpitaux ou les centres d'hébergement.



EN GRÈVE



Bannir les énergies fossiles d'ici 2030, autant en termes de production, de transformation, d'exportation que d'importation;



Taxer massivement la richesse et réinvestir massivement dans les services publics et les programmes sociaux, afin d'assurer des conditions de vie décentes pour toutes et tous.



RÉPAC-03-12



L'ÉCOLE DANS LA RUE